

# u Golfe

crates», explique Sons. « Les décisions sont plus rapides et plus faciles à prendre. »

Mais la population attend aussi de ses dirigeants qu'ils ne misent pas que sur un seul cheval. Et pourtant : « En fin de compte, la Chine et la Russie ne doivent pas devenir les principaux partenaires », explique Sons. « Il s'agit plutôt d'obtenir de meilleurs accords en Occident grâce à leurs nouveaux amis. Et d'être perçus comme des partenaires d'égal à égal. »

## Un défi pour l'Occident

En termes de marchés, le nouveau bloc du Golfe s'apprête à vivre un âge d'or. Une situation qui est surtout liée à la guerre en Ukraine et à la défaillance de la Russie en tant que fournisseur d'énergie de l'Occident. Les pays du Golfe peuvent ainsi s'attendre à des ventes de matières premières supplémentaires pour les cinq prochaines années. Le magazine *The Economist* estime que la part des fournisseurs arabes dans la consommation d'énergie de l'Occident pourrait passer de 10 à 20 %.

Le nouveau rôle, plus indépendant, des Etats du Golfe constitue à cet égard un défi pour l'Occident. Un défi moral

également. « Les droits de l'homme doivent continuer à occuper une place importante dans les relations avec les Etats du Golfe », assure Sons. « Mais nous devrions être plus honnêtes avec nous-mêmes et mieux réfléchir au moment et à la manière d'en parler. » Dans le Golfe, l'attitude occidentale est perçue comme hypocrite. « L'impression est la suivante : nous n'en appelons aux droits de l'homme que lorsque cela nous profite, mais dès que nous avons besoin de gaz, nous ne leur accordons plus aucune importance. »

Lorsque la question des droits de l'homme est abordée, en revanche, elle l'est souvent de manière si sommaire et en visant le public local que les interlocuteurs arabes ne veulent surtout pas céder. « Nous devons mieux expliquer pourquoi nous abordons tel ou tel sujet. Et nous devons ensuite proposer des partenariats pour améliorer les conditions. Par exemple en matière de protection du travail ou de prise en charge des

réfugiés, domaines dans lesquels nous avons finalement beaucoup d'expérience. » Ne reste maintenant qu'à voir combien de partenariats la nouvelle assurance des Etats du Golfe permettra de conclure.

*Il s'agit d'obtenir de meilleurs accords en Occident grâce à leurs nouveaux amis russes et chinois. Et d'être perçus comme des partenaires d'égal à égal*

Sebastian Sons

”

**Depuis les années 90, les Qataris ont été les premiers dans le Golfe à poursuivre leur propre politique mondiale. Désormais, ils ne sont plus les seuls.** © AFP.



## « Baissez d'un ton à l'égard des ONG » : le Vatican tacle l'exécutif italien



Certains « messagers » du Saint-Siège se sont fait entendre auprès du ministre des Affaires étrangères, Antonio Tajani. Depuis, Giorgia Meloni, la Première ministre, a enclenché la marche arrière.



**Tout a commencé avec l'odyssée du navire Ocean Viking et de ses migrants.** © AFP.

### la Repubblica

CLAUDIO TITO

Un document officiel du Vatican ou de la Conférence épiscopale italienne. Un avertissement du monde catholique au gouvernement Meloni. La voilà, la crainte du Palazzo Chigi, une crainte qui explique la nervosité d'une partie de la majorité. Si l'exécutif a retricoté le fil de la polémique sur les migrants et a rengainé l'arme de la confrontation, c'est parce que, s'il était resté intransigeant à l'égard des ONG, il aurait fait face à une réelle opposition. Pas celle des partis minoritaires, mais celle de l'Eglise. Avec une exposition publique au plus haut niveau. Et cette opposition aurait eu plus d'un objectif, y compris concernant la guerre en Ukraine.

#### L'avertissement du Vatican

Tout a commencé il y a une dizaine de jours, en pleine crise diplomatique avec la France sur le sort du navire Ocean Viking, qui comptait plus de deux cents citoyens non européens à son bord. Le premier à émettre des doutes a été Silvio Berlusconi. Le leader de Forza Italia a contacté les ministres proches de son parti pour les avertir : « Attention, ici, nous risquons de nous mettre le pape à dos. » Pour étayer son signal d'alarme, il n'a d'ailleurs pas hésité à se référer à des conversations personnelles qu'il avait eues avec certains représentants de la hiérarchie ecclésiastique. Certains « messagers » du Saint-Siège se sont ensuite adressés directement au gouvernement et en particulier au ministre des Affaires étrangères, Antonio Tajani.

L'écho de ces contacts est arrivé de manière informelle jusqu'à Bruxelles, lors du conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE, qui a eu lieu la semaine dernière. A partir de là, tant Antonio Tajani que d'autres membres de l'exécutif de confession catholique ont signalé les risques en cours à la présidence du conseil. En somme, il ne s'agissait pas seulement de raccommoder la toile déchirée avec Paris, même si les rapports avec l'Elysée restaient bien sûr fondamentaux, comme avait alors cherché à le faire comprendre le président de la République, Sergio Mattarella. Se présenter à l'UE dans une situation de litige avec la France et sur un malentendu évident avec l'Allemagne n'aurait pas constitué un bon début. Il est en outre à retenir que Berlin n'a pas du tout été neutre dans ce match. Et ici aussi, l'Eglise a joué un rôle. Les financements allemands des ONG – également et surtout de celles qui opèrent en

Méditerranée – proviennent en grande partie de l'Eglise protestante. Et l'Eglise catholique n'a pas l'intention de perdre trop de terrain dans ce pays.

Commencer la législature en ouvrant également un contentieux avec le Saint-Siège aurait mis en péril toutes les tentatives du centre-droit de se présenter comme une expression du monde catholique. D'autant que des signaux dans ce sens avaient déjà été envoyés. D'abord par le souverain pontife lui-même. Puis par les évêques italiens : « Sommes-nous sûrs que la fermeture aux migrants et aux réfugiés et l'indifférence aux causes qui les animent constituent la stratégie la plus efficace et la plus digne ? » Entre Paris et le Vatican, la tenaille se resserrait dangereusement.

#### Meloni tempère

Depuis lors, Meloni a enclenché la marche arrière. Rien d'officiel, mais une tendance générale à relativiser le problème. Fini le ton alarmiste. Elle a même invité la diplomatie italienne à ne pas réclamer la convocation d'un conseil des ministres de l'UE sur la question car elle sait pertinemment que la formalisation de la crise n'aurait abouti à aucun résultat pour l'Italie. Mieux vaut atténuer les choses. En revanche, ce n'est pas un hasard si Bruxelles a réagi de manière inverse, précisément pour enfoncer le cabinet italien : les ministres de l'Intérieur ont ainsi été convoqués à titre extraordinaire pour examiner une proposition, formulée par la Commission, qui laisse le Palazzo Chigi sur sa faim.

Mais un autre aspect est ressorti du dialogue avec les « messagers » des plus hauts sommets de l'Eglise. Un facteur qui crée un lien entre l'urgence migratoire et la guerre en Ukraine. Depuis des mois, le pape François se propose de tenter une médiation entre la Russie et l'Ukraine. Une possibilité sur laquelle une partie de la majorité, Forza Italia et la Lega, est revenue avec insistance. Au cours des entretiens, il a donc été souligné que l'on ne pouvait pas, d'une part, déclarer l'Eglise comme point de référence pour atteindre la paix et, d'autre part, refuser ses exhortations à accueillir les migrants. D'autant que – c'est le raisonnement qui émerge surtout au sein du parti Forza Italia – cela permet à la Première ministre de maintenir une ligne de totale loyauté atlantique, sachant qu'une partie de la coalition reste attachée à une sensibilité pacifiste qui existe dans le pays. En particulier à Saint-Pierre.